

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

Le Domaine rural canadien

PAR

Georges BOUCHARD

Professeur à l'École d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière

Député à la Chambre des Communes

Membre du Conseil d'Agriculture de la province de Québec

Prix: 15 sous

MONTRÉAL

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction:

SECRETARIAT DE L'É. S. P.

1075, RUE RACHEL, 1075

Administration:

L'ACTION PAROISSIALE

1300, RUE BORDEAUX, 1300

TOUS DROITS RÉSERVÉS

HN

31

E34

V.130

1924

PRÉFACE

IL y a deux mois, l'École sociale populaire publiait une forte étude de M. Charles Gagné, professeur d'économie rurale à l'École d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, sur notre problème agricole. La richesse de documentation que l'auteur manifestait, l'exactitude de ses renseignements, les conclusions suggestives qu'il proposait, faisaient de son travail une aide précieuse pour tous ceux que préoccupe l'avenir de notre agriculture. C'était une œuvre de technicien, destinée surtout aux spécialistes de sa profession, ouvrant des aperçus nouveaux, apportant des solutions inédites.

Aujourd'hui nous avons le plaisir de publier, sur le même sujet, un travail de non moindre valeur, mais visant davantage les travailleurs du sol eux-mêmes. M. Georges Bouchard, député de Kamouraska au parlement fédéral, est également professeur à l'École d'Agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Son étude, d'abord lue à la semaine sociale de Sherbrooke, où elle fut très remarquée, s'adresse à l'habitant de chez nous, à son épouse, à sa famille, auxquels elle fait voir la noblesse et la beauté de leur profession, les ressources que leur domaine offre à ceux qui sauront l'exploiter sagement.

La succession rapprochée de ces deux publications, dues à des professeurs de grande autorité dans les sphères officielles, indique la gravité de notre problème agricole, mais aussi l'attention qu'on y porte. C'est un signe qu'il est en voie de solution. Quand des esprits clairvoyants s'attachent ainsi à l'étude d'une question économique et à la vulgari-

sation de leurs découvertes, on peut être sûr que, peu à peu, leurs suggestions descendront dans les diverses couches de la société et qu'elles seront bientôt du domaine public. Déjà, d'ailleurs, nos cultivateurs les plus progressifs mettent en pratique la plupart de ces suggestions. Les autres ne tarderont pas à se laisser entraîner par l'exemple de ceux qui marchent en tête.

M. Bouchard, comme M. Gagné, insiste sur la nécessité de développer dans nos campagnes l'instruction agricole et l'instruction tout court. Il est de plus en plus évident, en effet, que l'exploitation rationnelle d'une ferme exige un esprit ouvert autant que des muscles solides. C'est même là, probablement, une des multiples causes de la désertion des campagnes. Plusieurs campagnards se sentent trop inférieurs à la tâche qui s'impose à l'agriculteur moderne. Ils préfèrent aller prendre leur rang sous l'œil de contre-mâtres, à l'abri des responsabilités, des décisions à prendre et des progrès à faire, résignés à brouetter toute leur vie du sable ou du gravier, à charroyer des déchets, à surveiller passivement le jeu uniforme d'une machine ou le mouvement d'un moteur, sans savoir ce qui sort au bout de la machine ou ce que le moteur produit.

Espérons que nos cultivateurs continueront d'assigner à leur existence une fin plus noble que celle-là. Des publications comme celles de MM. Bouchard et Gagné, répandues à profusion, contribueront à les maintenir dans leur louable sentiment.

É. S. P.

Le domaine rural canadien¹



LE *domaine*, en économie rurale, signifie, d'après Bescherelle (du bas latin *domanium*; rad. *dominus*, maître) « la propriété foncière composée de terres arables, bois, etc., et de bâtiments d'exploitation ou d'habitation. Le domaine peut ne former qu'une seule ferme ou une *métairie*, ou en comprendre plusieurs ».

Pris dans ce sens, et je n'ai pas de raisons pour en chercher un autre, le domaine rural pourrait signifier une ou plusieurs exploitations rurales: c'est la cellule professionnelle agricole ou l'atelier de production agricole.

Le domaine rural canadien, c'est cette petite ferme de 2 à 5 arpents de largeur sur toute la longueur d'une *concession* de 30 arpents ou plus. Ce sont autant de cellules, siège d'une activité sans égale et groupées par centaines environ sous la garde tutélaire de nos clochers, de façon à donner à notre pays et à notre province, en particulier, la figure d'un monde merveilleusement organisé.

Le domaine rural canadien exploité par son propriétaire, dans la presque totalité des cas, répond parfaitement à la formule des sociologues de la vieille Europe: « La terre aux paysans qui l'exploitent! » Et cette tendance à favoriser l'accession des paysans à la propriété n'a pas d'application chez nous, où presque

1. Conférence faite à la semaine sociale de Sherbrooke, août 1924.

tous les exploitants, sauf quelques ouvriers de ferme ou engagés, sont des propriétaires ou des gens ayant en vue l'acquisition prochaine d'une propriété.

Le domaine rural, par l'indépendance qu'il confère à ceux qui l'exploitent et par l'isolement qu'il crée autour de la famille, a contribué de la façon la plus efficace à conserver pur de tout mélange, ici au Canada, le doux parler de France et exempte de toute contamination la ferveur de la foi des aïeux.

Le domaine rural canadien comporte généralement une étendue de terrain susceptible de pouvoir nourrir et occuper au moins toute une famille.

Par son caractère de permanence et de stabilité, le domaine rural constitue le meilleur rempart contre les tendances communistes qui menacent les bases de la société moderne ou contre le bolchévisme qui est une forme encore plus accentuée de révolution sociale ou de bouleversement politique.

Vous admettez avec moi qu'on ne pourra jamais rendre trop hommage à la mémoire de ces défricheurs qui, pour édifier nos domaines ruraux actuels, ont dû couvrir de leurs sueurs et souvent de leur sang cette terre sur laquelle ils ont tracé en caractères ineffaçables les plus beaux traits de l'histoire du Canada. Ce sont eux qui ont écrit la plus belle épopée de la terre d'Amérique, c'est-à-dire l'épopée du travail héroïque, l'épopée du sillon tracé pendant un siècle et demi, sous la menace constante d'ennemis aussi perfides que les Indiens et aussi acharnés que les Anglais.

Il n'entre pas dans mon plan, cependant, malgré les beaux développements que cela pourrait comporter, de faire connaître les divers modes d'acquisition ou de conquête de la propriété rurale canadienne, depuis la

fondation de la colonie jusqu'à nos jours; car il me semble que je serai plus dans le cadre que m'impose ma profession d'agronome, si j'étudie les diverses manifestations de l'activité productive de nos domaines ruraux.

Après un coup d'œil rapide sur le passé, nous envisagerons la situation présente pour essayer ensuite de faire quelques suggestions qui devraient être de nature à accentuer notre marche vers le progrès rural et social.

LE DOMAINE RURAL D'AUTREFOIS

Bien que l'agriculture, au Canada, ait été pratiquée depuis des temps immémoriaux, au dire de Cartier, qui, il y a près de quatre siècles, signalait des cultures de maïs près de la bourgade indienne d'Hochelaga, et bien que M. de Monts à Port-Royal (Annapolis, N.-E.), en 1605, et M. de Champlain, en 1608, aient fait quelques tentatives culturelles, rien n'empêche que Louis Hébert soit à juste titre considéré comme le premier colon canadien et, par conséquent, comme le premier initiateur du domaine rural en Amérique.

Cet exemple fut si bien suivi qu'en 1667 le Canada comptait déjà 11,448 arpents en culture et qu'en 1721, il y avait 62,145 arpents en culture et 12,203 en pâturage.

Les temps qui suivirent la conquête de Québec par les Anglais marquèrent plutôt une crise pour l'agriculture.

On peut même dire qu'à venir jusqu'à la dernière partie du siècle dernier, il n'y eut pas de grands changements dans le mode d'exploitation du domaine rural.

La terre, une fois libérée des souches qui étaient un obstacle au passage de la charrue, était livrée presque sans merci à un système de culture surannée, destinée à l'épuiser rapidement. La répétition des mêmes cultures

et l'absence de fumure devaient nécessairement amener l'épuisement du sol.

L'esprit d'économie qui régnait alors, joint à une ardeur surhumaine au travail et à la vigueur des terres neuves, explique que plusieurs cultivateurs soient arrivés, sinon à la fortune, du moins à l'aisance.

Reportons-nous par le souvenir ou par l'imagination vers ces temps qui ont précédé l'application à la culture des machines agricoles perfectionnées, et où le domaine rural témoignait d'une activité générale qu'on ne connaît plus aujourd'hui. Cette activité se manifestait aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la maison. Les personnes, même les moins averties, ne peuvent rester indifférentes en face du large geste du cultivateur, qui met en terre le blé d'où doit sortir le pain, c'est-à-dire la vie de l'humanité.

Je vois encore là-bas, au milieu des hautes herbes du pré, cette joyeuse bande de faucheurs qui s'avance triomphalement parmi les andains, jusqu'à l'autre bout du clos, pendant que les lames tranchantes lancent des éclairs de toutes parts après chaque assaut contre les tiges vivantes; et plus loin, le groupe épars des faneurs et des faneuses armés de fourches de bois et faisant voler en l'air le foin qui meurt en exhalant un doux parfum qui grise. Puis c'est le dîner frugal mais substantiel pris à l'ombre d'un buisson ou d'un bosquet que la hache du défricheur a respecté. A la fin de la relevée, ce sont les *vailloches*, veillottes ou meulons de foin qui s'édifient pour défier en quelque sorte par leurs dômes savamment construits les nuages qui s'amoncellent à l'horizon. Quand le soir jette des masses d'ombre au fond des ravins et derrière les monts, après que l'*Angelus* a incliné les fronts et élevé les esprits, faucheurs et faneurs se con-

fondent dans la masse sombre qui déambule gaîment vers la maison, d'où part timidement un premier rayon de lumière, phare mystérieux qui guide les membres las, les estomacs et les cœurs.

Autour des plats que le robuste appétit des ruraux contribue à rendre encore plus savoureux, toute la famille se trouve réunie pour passer en revue les événements de la journée. Tous, alors, s'encouragent mutuellement à reprendre avec plus d'ardeur le travail laissé inachevé.

A la fenaison succédaient presque sans délai les *récoltes*. Les faucilles se dérouillaient vite aux mains des moissonneurs, surtout aux mains des plus habiles qui coupaient leur arpent par jour en se faisant une grande réputation: *C'étaient des faucilles dépareillées*, disait-on. Chaque cuite de pain représentait donc l'effort d'un coupeur à la faucille pendant plus d'une heure.

Les engerbeuses, après des inclinations sans nombre, voyaient le champ se couvrir de lourdes gerbes, comme de belles dames aux cheveux blonds et à la taille rustique.

Pour être transformé en pain, le blé avait encore plusieurs opérations à subir.

Au cour des longs hivers neigeux, de préférence par les jours les plus froids, les gerbes étaient étendues sur l'aire pour être battues au fléau. Il suffit de constater l'usure laissée aux manches de ces instruments d'un autre âge pour comprendre les longs et pénibles efforts de ceux qui nous ont précédés dans la carrière et l'héroïsme de ceux qui nous ont conquis et conservé un si glorieux patrimoine.

A l'effort du batteur au fléau succède celui du vanneur arc-bouté sur ses jambes et secouant, dans un coin de la grange, le blé lancé en l'air pour retomber au fond du van pendant que les poussières s'envolent et que les impuretés se séparent.

Une fois transformé en farine, le blé tenait encore la ferme occupée pour la préparation du pain. Le pétrissage à la main fait, tantôt par l'homme, tantôt par la femme, était encore une opération qui requérait l'application de muscles vigoureux. Finalement, quand le vieux four d'argile mettait des reflets de couchant au visage de l'attiseur, tout était prêt pour le sacrifice final et la glorification du blé qui allait devenir pain.

Pendant qu'au dehors les travaux les plus rudes s'accomplissent, pénétrons à l'intérieur de la ferme, pour voir ce qui s'y passe.

La mère, entourée de nombreux enfants, carde ou file sa laine sans perdre de vue son ordinaire (ou sa cuisine). Tricoter n'est qu'une distraction réservée pour les longues soirées où la voisine viendra veiller.

Les jeunes filles, sous la direction habile et tendre de la mère, ont appris à filer, à tricoter et à tisser. Elles se préparent des trousseaux qui seront aussi durables que la tendresse de leurs cœurs rustiques et la candeur de leurs âmes ingénues. Ce sont les industries féminines dans tout leur développement. Personne ne chôme à la ferme: au battement rythmique du fléau qui retentit du dehors, correspond le bruit cadencé du métier sur lequel s'allongent les belles pièces de flanelle, de catalogne ou d'étoffe du pays.

Grâce aux efforts combinés et à l'ingéniosité du dedans et du dehors, l'exploitation peut presque se suffire à elle-même. Les quelques livres de beurre que l'on peut vendre chaque semaine, à des prix souvent dérisoires, les animaux engraisés, les œufs et les pommes de terre, etc., livrés au commerce, constituent parfois tout le revenu de la ferme. La femme vendra quelques pièces de toile ou de flanelle du pays, si les autres produits n'ont pas suffi pour maintenir l'équilibre budgétaire.

Le revenu brut de la moyenne des fermes de cette époque n'atteignait peut-être pas 100 louis (\$400.00), pour toute une famille. Mais si les recettes étaient minimes, par contre les dépenses étaient réduites à leur plus simple expression: on achetait les condiments les plus nécessaires, quelques rares tissus, quelques instruments de travail et des voitures, etc.

Parlant de ce mode de vie, M. Paul-J. Bacquet¹ disait:

« Les paysans qui possèdent une ferme, l'exploitent avec le seul concours de leurs enfants et en consomment tous les produits, mènent une vie de famille très intense. Chez eux, la société se suffit à elle-même; elle constitue une cellule sociale presque indépendante au point de vue économique... La terre est leur souci, leur grande passion, et c'est sans doute à eux que pensait Michelet, lorsqu'il écrivait: « Si la terre de France rapporte, c'est qu'elle est aimée. »

Je n'ai pas l'intention de vous proposer pour la discussion ce mode ancien d'exploitation du domaine rural; je ne fais que l'exposer, et personne, je suis sûr, ne me défendra d'en retirer les leçons d'énergie qui en découlent. Sans vouloir me poser en *laudator temporis acti*, je ne puis m'empêcher de rendre hommage à la valeur des aïeux qui nous ont légué un tel héritage de biens matériels, moraux et sociaux.

C'est à nous, de la génération présente, de faire en sorte que cet héritage dont nous sommes responsables vis-à-vis de nos successeurs, au lieu d'être diminué, soit accru par notre effort personnel.

Loin de moi aussi l'idée de vouloir remettre en activité, avec leur forme primitive, toutes les quenouilles,

1. Paul-J. BACQUET, brochure 121 de l'Action populaire (France), p. 16.

les rouets et les métiers qui fraternisent sous la poussière des greniers avec les crinolines de nos grand'mères! A des besoins nouveaux, il faut des activités nouvelles, et j'ai l'intention, dans la dernière partie de ce travail, de proposer, sinon quelques substituts à ces témoins anciens des labeurs de nos incomparables aïeux, au moins quelques transformations substantielles qui les rendent plus aptes à satisfaire les besoins de notre époque.

LE DOMAINE RURAL ACTUEL

Que de transformations se sont opérées depuis cinquante ans dans le champ des activités rurales!

Je dirai avec Karl Kantsky:¹ « En quelques dizaines d'années, l'agriculture, autrefois la plus conservatrice de toutes les formes d'exploitation qui, pendant mille ans, n'avait fait presque aucun progrès, et qui, dans ce laps de temps, est restée parfois des siècles sans en faire aucun, l'agriculture est devenue l'une des plus révolutionnaires, sinon la plus révolutionnaire des formes d'exploitation moderne.

« Mais dans la mesure où elle se transformait, elle cessait d'être un métier dont la routine se transmettait de père en fils, pour devenir une science ou plutôt un système de sciences qui élargissent chaque jour le champ de leurs investigations et l'horizon de leurs connaissances théoriques. L'agriculteur, qui n'est pas familier avec toutes ces sciences, le pur *praticien* assiste impuissant et perplexe à ces innovations; et pourtant il ne peut s'en tenir à l'antique méthode, car il est devenu impossible de continuer à cultiver selon les procédés des pères et des aïeux. »

1. *Association Agricole en Belgique*, Max TURMANN, pp. 41-42.

On comprend par là que, pour conduire avantageusement un domaine agricole de nos jours, il faut mûrir un plan de campagne dont les détails d'exécution peuvent ensuite varier suivant les circonstances imposées par la nature ou les conditions économiques, etc.

Dans quelles conditions se développe le domaine rural actuel après avoir subi graduellement les transformations imposées par le machinisme moderne et la science agronomique en général ?

Il y a cinquante ans, nos habitants, comme nous l'avons vu, consommaient dans la famille une bonne partie, peut-être la plus grande partie de leurs produits. Aujourd'hui, ils cherchent surtout à produire pour le commerce, afin de compenser pour les achats plus nombreux qu'ils doivent faire. Et cette situation nouvelle ne peut échapper à la considération des économistes.

Sans vouloir être optimiste, je ne suis pas de ceux qui considèrent comme désespérée la situation agricole actuelle. Nous passons sans doute par une crise qui sévit dans le monde entier; mais si vous voulez en croire les quelques expériences que j'ai eues récemment en France et en Belgique, le Canada agricole n'a rien à envier aux autres pays. Et même je dirais, malgré l'attraction exercée par la république voisine, que rarement on a vu un de nos cultivateurs aller aux États-Unis pour se livrer à la culture du sol.

Et dans ce vaste pays à exploitations agricoles variées, la vieille province de Québec, par son conservatisme qui l'a prémunie contre les dangers d'une spéculation trop intense, et par sa fidélité aux traditions de travail et de modération des aïeux, est en train de sortir plus vigoureusement de la crise que les autres provinces-sœurs.

Il va sans dire, malgré que nous n'ayons pas beaucoup de relevés, d'enquêtes ou de monographies de ferme

qui permettraient d'établir exactement la situation de la moyenne de nos terres, que nous avons fait un grand pas dans la voie du progrès depuis une vingtaine d'années. Les gens même les moins avertis ne peuvent s'empêcher de constater l'augmentation de prospérité de nos fermes.

Pour mesurer l'étendue du chemin parcouru, il suffit de se rappeler que deux de nos principaux produits, qui étaient complètement dépréciés sur le marché de Londres, ont repris aujourd'hui une place d'honneur sur ce même marché. Ce sont nos beurres et nos fromages. Le rendement moyen de nos vaches laitières accuse une augmentation annuelle d'au moins 1,000 livres depuis le commencement du vingtième siècle.

Nos expositions révèlent au public un progrès marqué; et la valeur de nos troupeaux, pour ne mentionner ici qu'un objet de notre production, a été démontrée aux récentes expositions de Toronto et de Syracuse, É.-U. Nos moutons, grâce à l'organisation, au zèle et à la coopération des officiers des départements d'agriculture provincial et fédéral, peuvent aujourd'hui figurer avantageusement sur les marchés internationaux. On pourrait même ajouter que ceux de la Beauce font prime sur le marché de Boston. Je ne puis passer sous silence les heureux résultats obtenus par les cultivateurs de quelques paroisses du comté de Kamouraska en expédiant sur le marché de Toronto des agneaux de choix qui ont donné entière satisfaction aux acheteurs en laissant un bénéfice substantiel aux éleveurs.

Qu'il suffise de mentionner l'impulsion nouvelle donnée à la science agricole par les institutions d'enseignement, les conférences populaires et l'établissement d'agronomes de district pour faire voir l'amélioration des conditions dans lesquelles le domaine rural est appelé à se

développer. Ajoutons à cela l'action des fermes expérimentales fédérales et des fermes de démonstration de la province et du Dominion et le bienfait de l'enseignement ménager sous toutes ses formes, et nous ne serons pas tentés de désespérer de la situation.

Cependant nous sommes réunis ici, si je comprends bien, pour tenter ensemble une cure sociale, et je serais inférieur à ma tâche si je manquais de signaler les quelques faiblesses qui apparaissent dans l'exploitation du domaine rural.

Les premières sont du domaine économique. Je choisis, parmi les industries de la ferme, celle qui est manifestement la plus importante, l'*industrie laitière*.

« Notre pays, déclarait M. Élie Bourbeau, chef des inspecteurs des fromageries et des beurreries de la province de Québec, est très bien situé pour produire les meilleurs produits (laitiers) au monde... Nous jouissons d'un bon climat, nous avons de la bonne eau et de bons pâturages. »¹

M. J.-A. Ruddick, commissaire de l'industrie laitière du Dominion, parle aussi avantageusement de notre fromage:²

« Un des avantages les plus importants que nous ayons, c'est que nous possédons à Montréal le plus grand marché à fromage du monde, sur lequel il y a, je crois, plus de concurrence que partout ailleurs. Nous avons aussi cet autre avantage que notre fromage occupe la première place, au point de vue de la qualité générale, de tous les fromages d'un type semblable qui entrent dans le commerce international. C'est là cependant un avantage facile à perdre, et je crois que nous sommes

1. *Conditions de l'Agriculture*, Vol. I, p. 603.

2. *Fascicule 3, nouvelle série*, 1922, p. 21.

en danger de le perdre à l'heure actuelle... à cause des progrès rapides que font certains concurrents et de la façon systématique avec laquelle ils se mettent en frais de capter une bonne partie du commerce du monde »... Cette prévision était confirmée plus tard, par le Dr Grisdale, sous-ministre de l'agriculture du Dominion, qui écrivit en 1922, au retour d'un voyage de l'autre côté de l'océan: « Notre fromage jouit toujours d'une excellente réputation, mais on ne peut plus guère dire qu'il occupe encore la première place sur le marché anglais. Le fromage de la Nouvelle-Zélande est recherché comme premier choix à cause de son uniformité, de la qualité de son emballage, de sa texture plus lisse et de son acidité moins prononcée. »

Quoi qu'il en soit de ces distinctions, nous pouvons encore dire avec le Dr Grisdale, que la demande pour nos produits sur les marchés étrangers n'est plus limitée que par leur qualité. Et c'est là où notre activité doit s'affirmer.

Le rendement annuel de nos vaches laitières dans la province de Québec est de 4,000 livres en moyenne, soit une augmentation de 215 livres de lait sur l'année 1911. M. Toupin, professeur à l'Institut Agricole d'Oka, interrogé sur ce sujet devant le Comité spécial sur les Conditions de l'Agriculture, de la Chambre des Communes, en 1923, affirme que cette quantité de lait n'est pas suffisante pour que l'entreprise soit rémunératrice. « Je n'oserais pas me lancer dans une entreprise de culture, ajouta-t-il, en comptant sur une production laitière inférieure à 6,000 livres par vache. »

Bien qu'il y ait un accroissement sensible dans la production de nos récoltes par unité de surface les statistiques de Québec n'accusent encore que les rendements

suivants, à l'acre, pour la période qui s'étend de 1914 à 1923:

Blé.....	16.69 minots
Avoine.....	26.63 »
Orge.....	22.92 »
Seigle.....	16.77 »
Pois.....	15.10 »
Pommes de terre en 1922-23.....	100 quintaux

Ces rendements pourraient être doublés dans la plupart des cas avec un système de culture plus approprié, c'est-à-dire un système comportant une succession logique des récoltes ou un assolement, une fumure appropriée, avec des façons culturales plus rationnelles.

Bon nombre de cultivateurs ne tiennent pas suffisamment compte des exigences de leurs sols et les épuisent par des cultures répétées sans discernement.

Les maladies des céréales, en particulier le charbon de l'avoine et les maladies des pommes de terre, prélèvent chaque année un lourd tribut sur nos récoltes parce que les préventifs d'emploi facile et les remèdes efficaces, à la portée des cultivateurs, sont trop négligés.

Et combien d'autres facteurs paralysent le travail du propriétaire rural et empêchent le domaine rural de produire toute son efficacité!

Le malaise agricole dont nous souffrons tient encore à d'autres causes économiques d'une importance considérable: *marché défectueux!*

Pourquoi ces marchés sont-ils défectueux ?

1° Le producteur ne tient pas assez compte des exigences du consommateur. Il y a toujours une bonne demande pour les produits de choix, et les prix sont généralement assez rémunérateurs. Les produits infé-

rieurs n'ont de preneurs qu'à des prix tout à fait dérisoires.

2° Notre système de distribution de la marchandise pourrait être modifié de façon à être moins onéreux. La coopération bien comprise et bien appliquée pourrait résoudre avantageusement ce problème.

3° Les conditions imposées par le Bill Fordney rendent moins avantageuses les exportations de plusieurs produits agricoles aux États-Unis.

L'absence presque complète de comptabilité dans nos fermes fait commettre des erreurs qui se traduisent souvent par des déficits. Que de vaches rentières seraient éliminées de nos étables par l'application du contrôle laitier tel que recommandé par nos départements d'agriculture.

Il serait aussi facile de se rendre compte que dans certaines petites fermes les moissonneuses-lieuses et les moteurs à essence sont de trop, surtout quand ces machines ne servent pas pour d'autres cultivateurs. Ainsi vous admettez avec moi que le coût de revient annuel d'une lieuse, y compris l'intérêt, l'amortissement, le logement, les frais d'entretien, l'assurance, etc., se chiffrent facilement à \$40.00. Si cette machine sert seulement deux ou trois jours par année pour couper le grain de 15 à 20 acres, imaginez le coût par acre ou le coût par jour! Qui ne trouverait pas dans son voisinage un propriétaire de moissonneuse pour faire le travail à meilleur compte, c'est-à-dire à \$5 et à \$10 par jour? Les mêmes calculs pourraient s'appliquer aux batteuses et aux moteurs.

Entrons maintenant à la maison pour voir ce que l'on a substitué au rouet, au dévidoir, à la tournette ou au métier. C'est un piano oisif ou un poêle à glace, dans

bien des cas. L'industrie des femmes est morte, et tous nos efforts ne pourront plus la faire revivre avec son caractère d'autrefois. La maison rurale n'est plus un centre ou un atelier de production, et les jeunes filles souvent s'ennuient à la campagne.

Ce mal a d'autres causes aussi profondes: l'enseignement qui se donne dans les campagnes n'est pas suffisamment rural, malgré les améliorations qu'on a introduites dans ces temps modernes. Il ne suffit pas de ruraliser nos programmes, mais il faut de toute nécessité ruraliser l'âme de nos institutrices et l'âme de celles et de ceux qui les forment.

Notre système d'instruction est tel que trop souvent ce sont nos garçons les plus délurés qui partent.

A-t-on songé aussi à substituer des plaisirs ou des amusements sains aux bonnes réunions qui marquaient les divers événements de la vie sociale ou familiale de nos pères? Pourquoi faudrait-il que les noces revêtent un caractère d'enterrement et que les soirées où les jeunes gens courtisent leurs *blondes* sous les yeux attendris de leurs parents soient abolies? Ajoutons que la période de prospérité par laquelle nous avons passé a créé ou a déterminé des habitudes de luxe et de confort que le domaine rural, tel qu'actuellement organisé, ne peut pas toujours supporter. Car il ne faut pas l'oublier, l'esprit d'économie a peut-être contribué plus que toute autre chose au succès financier de nos pères agriculteurs. En cela le rôle de la femme est considérable! « Le coq a beau gratter, quand la poule ne ramasse rien... », me disait l'autre jour un cultivateur.

Le tourisme, qui est certainement une source de richesses pour notre pays, n'est pas toujours une source d'édification pour nos ruraux. Le spectacle de ces per-

pétuels ébats ou de cet incessant repos des gens en villégiature n'est pas sans donner à ceux qui en sont témoins une fausse idée de la vie des citadins.

La situation actuelle du domaine rural peut se résumer en quelques mots: la disparition graduelle des petites industries domestiques, l'introduction d'un matériel de culture plus dispendieux, nécessitent pour les cultivateurs un pouvoir d'achat beaucoup plus considérable qu'autrefois. Il faut donc que les revenus de la ferme s'accroissent en proportion.

C'est la condamnation directe de la routine, qui s'attarde à des méthodes qui pouvaient être très louables autrefois, mais qui ne donnent plus de résultats satisfaisants aujourd'hui.

De plus, le cultivateur qui a fait ses achats sur un marché organisé est obligé de mettre ses produits en vente sur un marché ouvert, aussi grand que le monde; et les prix payés pour les produits manufacturés ne suivent pas toujours une courbe parallèle à celle des prix reçus pour les produits agricoles. D'où un déséquilibre qui nécessite un prompt rajustement, si l'on veut que le domaine rural continue de prospérer et d'assurer la stabilité nationale.

« Notre habitant, écrit le professeur Charles Gagné, doit acheter des machines et autres instruments de culture qui coûtent, en 1923, 64% plus cher qu'en 1913; des habits qui coûtent 75% plus cher en 1923 qu'en 1913; du ciment qui coûte 63% plus cher en 1923 qu'en 1913; du fil de fer qui coûte en 1923 44% plus cher qu'en 1913. »¹

Nous n'insisterons pas davantage sur les maux dont souffre notre agriculture, vu que les remèdes que nous voulons proposer indiquent par eux-mêmes nos faiblesses.

1. *L'Action française*, février 1924, p. 100.

LE DOMAINE RURAL DE DEMAIN

Pour constituer la cellule sociale, bien vivante, de la production agricole, le domaine rural doit répondre aux meilleures conditions économiques possibles.

L'étendue du domaine est un des premiers facteurs à considérer. M. J.-A. Sainte-Marie, régisseur de la ferme expérimentale de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, après avoir fait une série d'enquêtes judicieuses dans un grand nombre de fermes de Québec, de dimensions variant entre 40 et 200 acres de superficie, en arrive à conclure « qu'il existe des fermes d'une certaine superficie préférable à d'autres et que les fermes d'une grande étendue peuvent plus probablement assurer de forts revenus pour la main-d'œuvre et assurer un placement plus sûr pour le capital ». Et cela s'explique, il me semble, par le fait que le *roulant* d'une ferme moyenne n'est guère plus considérable que celui d'une petite ferme.

Le professeur Leitch, du collège d'agriculture de Guelph, après avoir étudié un grand nombre de fermes du comté d'Oxford, Ontario, en arrive à conclure que les fermes de 200 acres d'une valeur moyenne de \$30,000 sont les plus avantageuses. Il ne faudrait pas évidemment donner une valeur trop absolue à ces conclusions; mais au moins poursuivre ces enquêtes de façon à bien définir un facteur aussi important.

L'étendue idéale du domaine rural, voilà donc la première question qui se pose à l'attention des cultivateurs.

Ensuite, pour donner toute son efficacité, ce domaine requiert l'application de la science agricole et d'une véritable compétence professionnelle. Malheureusement tous ceux qui voudraient voir ce facteur de progrès jouer un rôle prépondérant dans notre agriculture, sont

forcés d'admettre, malgré les généreux efforts accomplis, que nous avons encore une longue route à parcourir.

Il y a déjà longtemps que Xénophon a signalé l'importance de la science agricole pour réussir dans la pratique de l'exploitation du sol.

« L'agriculture, disait-il, enrichit ceux qui la connaissent, tandis qu'elle laisse dans la détresse le cultivateur ignorant, quelque peine qu'il se donne. »

Un agronome moderne ne pourrait pas mieux dire! Combien d'esprits préjugés refusent encore d'admettre cette vérité énoncée il y a plus de deux mille ans et confirmée par l'expérience de tous les peuples civilisés.

Les dépenses faites pour l'enseignement de l'agriculture sont, vous n'en doutez pas, des dépenses éminemment productives. Jamais plus qu'à notre époque, le cultivateur n'a eu besoin de connaître la solution des multiples problèmes que comporte l'exploitation d'une ferme; il augmentera par là ses bénéfices et réduira ses aléas professionnels toujours assez considérables.

Le professeur Charles Gagné, mon collègue au collège d'agriculture de Sainte-Anne, a apporté devant le comité spécial sur les *conditions de l'agriculture*, qui a siégé à la Chambre des communes, l'an dernier, un exemple qui mérite d'attirer notre attention: « La première chose est de conseiller aux cultivateurs d'améliorer les méthodes de culture. Il leur faut vaincre la concurrence des cultivateurs des autres pays. C'est à eux surtout d'adopter les meilleures méthodes pour vaincre cette concurrence et pour réduire le coût de la production et le reste. Pour cela, il faut d'abord améliorer l'éducation générale du peuple, car il est prouvé que les cultivateurs les plus instruits sont les plus prospères et les plus aptes à vaincre la concurrence; on a eu la preuve de cela aux États-Unis. Mon professeur à Cornell fit une enquête en 1911. Les résultats en furent publiés en

1911. Je suppose que le travail a été fait en 1910. Il parle des cultivateurs, au point de vue de leur éducation, et il parle d'abord des propriétaires aux États-Unis, car il y a un grand nombre de cultivateurs qui sont propriétaires et d'autres sont locataires. Parmi les propriétaires, ceux qui n'avaient fréquenté que l'école de district, avaient un revenu moyen de \$318. Le revenu moyen de celui qui avait fréquenté une école supérieure était de \$622. Pour ceux qui avaient une plus forte éducation, \$847. Les différences sont marquées. Le revenu des cultivateurs qui ont fréquenté une école supérieure était de \$304 plus élevé que celui du cultivateur de l'école de district. Le revenu moyen des locataires qui n'avaient vu que l'école de district était de \$407. Les locataires qui avaient fréquenté une école supérieure avaient un revenu moyen de \$473. »

Ce témoignage suffit pour nous convaincre que les écoles d'agriculture doivent recevoir encore une plus large part des faveurs publiques. Le matériel d'enseignement doit être plus en rapport avec les besoins actuels. Aussi faudrait-il que ces écoles soient plus fréquentées, non seulement par ceux qui se préparent à une carrière agronomique par un cours complet, mais aussi, et je dirais presque, surtout, par les jeunes cultivateurs qui ne peuvent consacrer que quelques semaines par année à l'étude des sciences agricoles: les cours d'hiver récemment institués dans le Québec répondent exactement à cette fin.

Il suffit d'apprécier les résultats obtenus dans la province depuis dix ans par les écoles ambulantes du ministère de l'agriculture provincial pour savoir ce que vaut l'enseignement agricole populaire.

L'agronome de district qui livre, en quelque sorte, la science agricole à domicile, est encore un facteur de succès pour nos exploitations rurales; encore faut-il que

celui-ci ait l'occasion et le temps d'approfondir les problèmes nouveaux, afin de ne pas s'exposer à tomber à l'avenir dans un empirisme qui pourrait devenir aussi néfaste que celui qu'il est destiné à combattre. Il faut à l'agronome un tact et une énergie qui l'éloignent à la fois du despotisme et du *rond-de-cuirisme!*

Pour faire bénéficier plus largement les exploiters du sol des découvertes des fermes expérimentales, les champs et les fermes de démonstration devraient être multipliés. Les cultivateurs ont besoin surtout de résultats précis. Des expériences trop complexes peuvent parfois embrouiller leur esprit encore peu formé aux choses purement scientifiques.

A ce propos, il m'est venu l'idée d'un projet que je prends la liberté de vous exposer... Les étudiants sortis de nos écoles d'agriculture et ayant souvent à leur crédit des études classiques, ou une longue préparation spéciale, ne sont pas souvent en mesure, comme vous savez, d'envisager la responsabilité que comporte leur établissement sur une ferme achetée à crédit. S'ils étaient aidés financièrement, ils pourraient constituer des facteurs de progrès considérables dans nos campagnes.

Le département d'agriculture serait-il justifiable de voter pendant quelques années un certain montant d'argent pour établir sur des fermes des jeunes gens qui, outre leur compétence professionnelle attestée par leur diplôme, apporteraient la preuve d'une bonne expérience pratique? L'argent, une dizaine de mille dollars, disons, leur serait prêté sur hypothèque, sans intérêt, pour être remboursé par versements annuels. Cela mettrait immédiatement un agronome dans la position d'un cultivateur qui n'a aucun intérêt à payer sur sa ferme. Pour l'intérêt de l'argent, le public aurait les avantages de la démonstration.

J'irai même jusqu'à dire que ce système de ferme de démonstration coûterait moins cher et donnerait certainement autant de rendement que celui qui est actuellement en existence et dont je suis les progrès avec beaucoup d'attention.

N'aurions-nous pas là une expérience intéressante sur la valeur pratique des diplômés en agriculture? Sans compter que ces jeunes cultivateurs instruits constitueraient une portion notable de cette *élite agricole* que nous souhaitons tous de voir s'établir dans nos campagnes comme un facteur de progrès!

Ne serait-ce pas là un avantage légitime à offrir à un agronome qui, après plusieurs années de vie officielle, voudrait retourner à la terre pour élever plus facilement ses enfants et pour donner une satisfaction légitime à ses aspirations vers la campagne?

Quoi qu'il en soit de ce projet, je dis que celui qui aura découvert la formule pour conduire plus de gens instruits vers la culture aura bien mérité de la patrie.

Si, de nos jours, le domaine rural n'est pas estimé à sa valeur, sachons en voir une cause importante dans notre mode d'enseignement à ses divers étages. Les méthodes d'enseignement à la campagne ne diffèrent pas assez encore de celles de la ville. Si les programmes ont été modifiés, l'esprit de ceux ou de celles qui les appliquent ne l'a pas été suffisamment.

Pour ruraliser rapidement la source de l'enseignement primaire, il faudrait, il me semble, pendant les vacances, par des cours appropriés convaincre les institutrices et ceux ou celles qui les forment, de la beauté comme de la nécessité sociale de l'agriculture, afin de transformer en devoir agréable ce qui est aujourd'hui une pénible tâche pour plusieurs instituteurs ou institutrices. Et nos jeunes filles mieux formées ne trouveront pas dans leurs quelques années d'étude un prétexte ou une excuse

pour ne plus vouloir unir leur destinée à celle d'un cultivateur.

Ne serait-il pas temps pour nos pouvoirs publics de favoriser la fondation d'une *École spéciale des Arts et Métiers féminins*, pour la formation technique de ceux ou de celles à qui incombe la tâche de donner l'enseignement ménager? Il n'y a aucun doute qu'une institution de ce genre, tout en s'inspirant des procédés anciens les plus en honneur, ferait surgir des méthodes nouvelles pour rendre plus rapide et plus artistique la production des divers objets tels que tapis, catalognes, rideaux, étoffes, etc. Une école de ce genre serait pour nos jeunes filles ce que l'*École Technique* est pour les jeunes gens.

A tout prix il faudrait trouver la formule qui permette la meilleure utilisation de l'activité rurale féminine, pour qu'immédiatement l'exode rural soit enrayé. Combien de bonnes volontés qui restent impuissantes par manque de compétence technique!

Les travaux domestiques artistiques trouveront toujours un marché avantageux pour leur écoulement, surtout parmi les touristes qui fréquentent nos plages et parmi nos Canadiens désireux de faire fleurir les arts domestiques nationaux.

Combien de jeunes filles de cultivateurs qui pourraient, en gardant une cinquantaine de volailles, ou une dizaine de ruches, ou en cultivant un demi-acre de fraises et d'autres petits fruits, se constituer un revenu annuel en rien inférieur à celui des ouvrières des villes!

Il faudrait donner une plus grande attention à ce problème, en face du mouvement d'exode rural féminin qui se dessine de nos jours. Nos campagnardes apprécieront plus que des périodes sonores, la vulgarisation de méthodes qui leur permettent d'utiliser économiquement leurs dix doigts.

Les petites industries rurales, pour s'adapter aux con-

ditions actuelles, doivent subir certaines modifications assez profondes.

Il va sans dire que les cercles de fermières, à la fondation desquels j'ai été activement mêlé en 1915, ont avec les écoles ménagères et les cours abrégés ménagers, contribué efficacement au salut de nos foyers ruraux; mais pour donner toute leur efficacité, ces institutions doivent recevoir leurs lumières comme leurs impulsions d'une école technique féminine supérieure.

Quand on songe à tout ce que notre clergé a fait et fait encore tous les jours pour la classe des travailleurs du sol, on se demande si l'institution de quelques cours spéciaux d'agriculture ne pourrait pas faire quelque chose pour augmenter l'efficacité de leur action. En Belgique, « avant leur entrée au Grand Séminaire, écrit Max. Turmann,¹ les futurs prêtres reçoivent pour la plupart, un enseignement agronomique... Cet enseignement est subventionné par l'État. »

Quand tout ce travail éducationnel sera accompli, les déserteurs du sol seront peut-être moins nombreux et les domaines agricoles encore plus prospères; et nous aurons remédié à plusieurs faiblesses économiques de notre agriculture.

L'industrie laitière, qui est notre principale industrie agricole, sera alors plus rémunératrice parce que plus scientifique, et nous ne verrons plus dans nos champs en friche de ces petits taureaux rabougris, d'origine très obscure, qui sont, pardonnez-moi la boutade... de grands agents d'émigration aux États-Unis. Tout mauvais générateur qui réduit la puissance de production d'un troupeau laitier est une cause d'abandon de la culture.

☞ Tout le secret d'une bonne production laitière est dans cette remarque de l'hon. M. Motherwell, ministre de l'agriculture fédéral: « Avec vos grandes familles et

[1. MAX. TURMANN, *Associations Agricoles en Belgique*, p. 53.

vos fermes de dimensions restreintes, il faut que vous fassiez en sorte que l'hiver soit l'été et que l'été soit l'hiver. »

Cela veut dire que l'étable doit être, durant l'hiver, l'usine à lait qui occupe la main-d'œuvre disponible, et qu'au moyen de plantes appropriées, comme maïs, racines, trèfle et fourrages verts, on tienne les vaches laitières en pleine lactation durant au moins une dizaine de mois. Peut-on s'attendre ensuite à ce que dans chaque comté l'on maintienne en pleine activité durant la période hivernale le nombre de laiteries nécessaires pour absorber le lait ou la crème.

On complètera le travail de perfectionnement en se débarrassant des vaches rentières, c'est-à-dire, de celles qui ne paient pas leurs dépenses en donnant une production laitière inférieure à cinq ou six mille livres par année.

Quand les cultivateurs connaîtront les méthodes de culture les mieux appropriées et suivront un assolement convenable, les récoltes seront dans bien des cas doublées, et l'infériorité économique dont souffrent plusieurs domaines ruraux sera disparue.

L'augmentation de la production n'est cependant pas la seule solution aux maux qui affectent le domaine rural. Il faut encore savoir produire économiquement. La coopération pour l'achat des produits nécessaires à une exploitation réduira certainement dans une bonne proportion les frais d'exploitation. L'usage en commun des machines agricoles les plus coûteuses, par le moyen de syndicats ou par une entente entre voisins, pourrait aussi réduire considérablement les dépenses, surtout si la ferme est de dimensions assez restreintes.

La coopération pour la vente des produits de la ferme n'est pas moins nécessaire: elle est à l'avantage du producteur comme du consommateur. Le cultivateur

oublie trop souvent que l'union fait la force, malgré cependant que certaines autres classes de la société lui fassent parfois payer cher l'application de ce principe élémentaire.

J'entends encore le professeur Jackman, de l'Université de Toronto, nous dire devant le comité d'agriculture de la Chambre des communes: « La difficulté, c'est que le fermier, sans organisation, doit négocier avec des corps organisés. Sans organisation, un individu ne peut tenir tête aux efforts organisés de ceux avec qui il négocie. Je n'hésite nullement à dire que la méthode que suit le fermier, de négocier individuellement avec l'organisation commerciale de l'époque, est tout à fait démodée. D'après moi, ce qui importe à l'agriculture c'est, d'un côté, de grouper les agriculteurs de quelque façon, afin qu'ils puissent lutter contre le groupement, ou plutôt les groupements avec lesquels ils ont à négocier, d'un autre côté. Le fermier a été très individualiste, et même, pendant ces dernières années, qui ont vu naître des organisations, il n'a pas toujours été loyal envers ces organisations, organisations destinées à améliorer son sort, organisations qui ont été expressément formées pour améliorer les conditions agricoles, et en présence de ces conditions et en présence du travail effectif de ces organisations, le fermier lui-même ne s'est pas toujours montré loyal. Si quelque maison privée lui offrait sa ficelle d'engergage un demi-sou meilleur marché que sa propre organisation, il l'achetait volontiers de la première. »

Si plusieurs de nos organisations coopératives ont jusqu'à présent fait faillite, c'est peut-être parce qu'elles se sont trop éloignées des vrais principes de la coopération, des principes qui ont triomphé ailleurs, et parce qu'on a institué des organismes coopératifs avant de bien faire pénétrer chez le peuple les plus saines notions de coopération.

Au premier échec ou au premier piège tendu par les ennemis du mouvement, la coopérative s'est dissoute! Cependant ne désespérons pas de voir un jour triompher des entreprises aussi nécessaires.

CRÉDIT AGRICOLE¹

« Par suite de l'augmentation graduelle de notre population, l'agriculture canadienne est appelée à devenir intensive, c'est-à-dire à employer plus de capital à l'acre. Pour fournir ce capital, dans l'opinion de tous, un système de crédit agricole s'impose. Cependant les avis diffèrent quant à la manière d'établir ce crédit; les uns soutiennent qu'il faut recourir aux subventions de l'État, les autres — presque tous organisateurs de caisses Desjardins — prétendent que les seules épargnes populaires peuvent satisfaire les besoins d'argent du cultivateur. Nous partageons l'opinion de ces derniers. Cependant il nous semble que, pour être en état de fournir tous les crédits aux cultivateurs, les caisses devront se fédérer — on travaille déjà en ce sens dans certaines régions, — se soumettre à une inspection sévère et établir une solide caisse centrale de dépôts et de prêts. Les dirigeants des caisses fédérées pourront ensuite fonder une section de prêts à long terme, à côté des caisses centrales, pourvu que les opérations du crédit à long terme soient absolument indépendantes de celles des prêts à court terme. »

Le temps ne serait-il pas arrivé où nos pouvoirs devraient faire poursuivre méthodiquement un système d'enquêtes dans les fermes afin de déterminer la valeur de chaque facteur de production? Il nous faut à tout prix réclamer l'application de méthodes sûres et précises qui nous fassent éviter les quelques écarts du passé et qui nous servent de phares sur les routes de l'avenir.

1. Prof. GAGNÉ: *Action Française*, avril 1924 p. 231.

Les unions professionnelles agricoles devraient, il me semble, être le couronnement de toutes les œuvres destinées à consolider nos domaines ruraux. Serait-il superflu d'ajouter que l'organisation de ces associations requiert la coopération des efforts de tous les cultivateurs et de tous les sociologues les plus compétents.

L'agriculture verra de beaux jours quand les agriculteurs s'appliqueront davantage à comprendre et à défendre leurs propres intérêts, dans le calme d'une conscience qui les mettra en garde à la fois contre l'asservissement d'un étatisme néfaste ou contre l'attraction des idées subversives de l'État social.

Que, conscients de leur valeur professionnelle et de leur grand rôle social, les cultivateurs sachent mettre leur solidarité rurale au-dessus de la solidarité politique pour le triomphe d'un programme qui assure la prospérité du domaine rural.

*
* *

Puis-je me permettre, en terminant, de réclamer la coopération de toutes les classes de la société en faveur du domaine rural canadien, qui est la base de notre domaine national? Il fait bon, dans nos périodes de crise sociale, de pouvoir se tourner vers l'habitant canadien avec Gerhard-R. Lomer qui, parlant du mot *habitant*, disait: « C'est un excellent nom, car il fait ressortir la stabilité du cultivateur canadien-français au milieu de l'agitation qui l'entoure. »¹

« Après la famille, disait Buffon, rien ne fait plus aimer la patrie que le champ que l'on cultive... » Oui, la propriété du foyer rural est bienfaisante pour l'individu au point de vue matériel comme au point de vue moral, elle est bienfaisante pour la famille qu'elle abrite, et elle est une grande force sociale pour le pays.

1. *House Beautiful*.

BELLOMBOUE
SAINTE-SULPICE

N'oublions pas que c'est à l'agriculture, fortifiée par la religion, c'est-à-dire au soc surmonté de la croix, que nous sommes redevables de la conservation des plus beaux attributs de notre race, et que c'est toujours sur cette force que nous devons compter à l'avenir.

Avec M. Henri Bourassa, je dirai que « notre race survivra, grandira et prospérera dans la mesure où elle restera paysanne et campagnarde ».

Je suis prêt à redire avec l'hon. J.-E. Caron, ministre de l'agriculture à Québec: « S'il est actuellement un pays où l'agriculteur ait raison d'être content de son sort, c'est bien la province de Québec. »

Souhaitons que l'habitant canadien le reconnaisse; il ne convient pas qu'on lui adresse le vieux reproche de Virgile:

O trop fortuné homme des champs!
Si tu te rendais compte de ton bonheur!

Et avec Blanche Lamontagne:

Gloire à ces hommes qui demeurent
Près de la charrue et des bœufs.
Ils sauvent les gloires qui meurent,
Dans le passé de nos aïeux.

Puis-je conclure comme Henri Brun: « Que le déserteur de la terre reprenne donc vite le chemin du foyer; le domaine l'attend; et déjà les bras tendus, le pays en deuil lui sourit. »

BIBLIOTHÈQUE
309.12-1142